I

*(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)*

# RÈGLEMENT (CEE) N° 288/82 DU CONSEIL

**du 5 février 1982**

**relatif au régime commun applicable aux importations**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu les réglementations portant organisation commune des marchés agricoles, ainsi que les réglementations arrêtées au titre de l'article 235 du traité et applicables aux marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, et notamment celles de leurs dispositions qui permettent une dérogation au principe général du remplacement de toute restriction quantitative ou mesure d'effet équivalent par les seules mesures prévues par ces réglementations,

vu la proposition de la Commission,

considérant que la politique commerciale commune doit être fondée sur des principes uniformes; que le régime applicable aux importations établi par le règlement (CEE) n° 926/76 (1) constitue un élément important de cette politique;

considérant que la libération des importations, c'est-à-dire l'absence de toute restriction quantitative sous réserve des exceptions et dérogations prévues par la réglementation communautaire, constitue le point de départ des règles communes en cette matière;

considérant que la Commission doit être informée par les États membres de tout danger résultant de l'évolution des importations qui pourrait rendre nécessaire le recours à des mesures de sauvegarde;

considérant que, dans cette hypothèse, la Commission doit examiner les conditions des importations, leur évolution et les divers éléments de la situation économique et commerciale ainsi que, le cas échéant, les mesures à prendre;

considérant qu'il peut se révéler nécessaire de soumettre certaines des importations à une surveillance soit communautaire, soit nationale;

considérant que, dans ce cas, il convient de subordonner la mise en libre pratique des produits en question à la présentation d'un document d'importation répondant à des critères uniformes; que ce document doit, sur déclaration ou sur simple demande de l'importateur, être délivré ou visé par les autorités des États membres dans un certain délai sans que, de ce fait, un droit d'importation quelconque soit constitué pour l'importateur; qu'il ne peut dès lors être utilisé que jusqu'au moment où intervient un changement du régime d'importation;

considérant que, dans l'intérêt de la Communauté, il importe que l'information mutuelle la plus complète possible soit assurée entre les États membres et la Commission en ce qui concerne les résultats de la surveillance communautaire ou nationale;

considérant qu'il appartient à la Commission et au Conseil de décider des mesures de sauvegarde que rendent nécessaires les intérêts de la Communauté, en tenant compte des obligations internationales existantes; que, dès lors, des mesures de défense contre un pays partie contractante de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ne peuvent être envisagées que si le produit en cause est importé dans la Communauté en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'un préjudice grave est porté ou menace de l'être aux producteurs communautaires de produits similaires ou directement concurrents, à moins que les obligations internationales ne permettent de déroger à cette règle;

considérant qu'il paraît opportun que les États membres puissent, sous certaines conditions et à titre conservatoire, prendre des mesures de sauvegarde sur le plan national;

considérant que l'article 14 paragraphe 6 et l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 926/79 prévoient que le Conseil décide des adaptations à apporter à ce règlement;

considérant qu'un réexamen de ce règlement à la lumière de l'expérience acquise a montré que l'adoption de critères plus précis d'évaluation du préjudice éventuel et l'établissement d'une procédure d'enquête

(1) JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 15.

étaient nécessaires, sans que soit exclue la possibilité pour la Commission et les États membres d'adopter en cas d'urgence les mesures requises;

considérant qu'il est opportun, à cet effet, de prévoir des dispositions plus détaillées sur l'ouverture de cette enquête, les contrôles et vérifications requis, l'audition des intéressés, le traitement des informations reçues et les critères d'appréciation du préjudice;

considérant que les dispositions sur les enquêtes établies par le présent règlement ne portent pas atteinte aux règles communautaires et nationales en matière de secret professionnel;

considérant par ailleurs que, dans un souci de simplification et en vue d'assurer une meilleure transparence des régimes d'importation, il est apparu préférable de dresser une liste des restrictions quantitatives encore appliquées sur le plan national plutôt qu'une liste commune de libération;

considérant qu'il importe de disposer d'une procédure applicable en cas de modification des restrictions à l'importation maintenues dans certains États membres; que, pour éviter que ces modifications autonomes ne constituent des entraves à la mise en œuvre de la politique commerciale commune et ne portent préjudice aux intérêts de la Communauté ou d'un de ses États membres, il convient de les soumettre à une consultation préalable et, en cas de besoin, à une procédure d'autorisation;

considérant, en outre, qu'il y a lieu de transposer dans le droit communautaire les dispositions de l'accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation signé dans le cadre du GATT, notamment afin d'assurer une meilleure transparence des régimes de restrictions appliqués par les États membres;

considérant qu'il convient de procéder à une publication d'ensemble du règlement ainsi modifié,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

TITRE PREMIER

**Principes généraux**

*Article premier*

1. Le présent règlement s'applique aux importations des produits relevant du traité originaires des pays tiers, à l'exception:

— des produits textiles soumis à un régime commun spécifique d'importation, et ce pendant la durée d'application dudit régime, sous réserve des mesures pouvant être prises à l'égard de ces produits conformément au titre IV,

— des produits originaires des pays à commerce d'État visés par le règlement n° 925/79 (1),

— des produits originaires de la République populaire de Chine visés par le règlement n° 2532/78 (2),

— des produits originaires de Cuba.

2. L'importation dans la Communauté des produits visés au paragraphe 1 est libre et n'est donc soumise à aucune restriction quantitative, sans préjudice:

— des mesures pouvant être prises en vertu du titre V,

— des mesures maintenues en vertu du titre VI,

— des restrictions quantitatives relatives aux produits énumérés à l'annexe I et maintenues dans les États membres indiqués dans cette annexe en regard de ces produits.

*Article 2*

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider la suppression de certains produits de l'annexe I lorsqu'il estime que, de ce fait, une situation justifiant la réintroduction de mesures de sauvegarde ne risque pas de se présenter.

TITRE II

**Procédure communautaire d'information et de consultation**

*Article 3*

Lorsque l'évolution des importations pourrait rendre nécessaire le recours à des mesures de surveillance ou de sauvegarde, la Commission en est informée par les États membres. Cette information doit comprendre les éléments de preuve disponibles, déterminés sur la base des critères définis à l'article 9. La Commission transmet sans délai cette information à l'ensemble des États membres.

*Article 4*

Des consultations peuvent être ouvertes, soit à la demande d'un État membre, soit à l'initiative de la

(1) JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 1.
(2) JO n° L 306 du 31. 10. 1978, p. 1.

Commission. Elles doivent avoir lieu dans les huit jours ouvrables suivant la réception, par la Commission, de l'information visée à l'article 3 et, en tout état de cause, avant l'institution de toute mesure communautaire de surveillance ou de sauvegarde.

*Article 5*

1. Les consultations s'effectuent au sein d'un comité consultatif, ci-après dénommé «comité», composé de représentants de chaque État membre et présidé par un représentant de la Commission.

2. Le comité se réunit sur convocation de son président; celui-ci communique aux États membres, dans les meilleurs délais, tous les éléments d'information utiles.

3. Les consultations portent notamment sur:

a) les conditions des importations et leur évolution ainsi que les divers éléments de la situation économique et commerciale pour le produit en cause;

b) les mesures qu'il conviendrait de prendre.

4. En cas de besoin, les consultations peuvent avoir lieu par écrit. Dans ce cas, la Commission informe les États membres qui, dans un délai de cinq à huit jours ouvrables à déterminer par la Commission, peuvent exprimer leur avis ou demander une consultation orale.

TITRE III

**Procédure communautaire d'enquête**

*Article 6*

1. Lorsque, à l'issue des consultations, il apparaît à la Commission qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, la Commission procède comme suit:

a) elle annonce l'ouverture d'une enquête au *Journal officiel des Communautés européennes;* cette annonce fournit un résumé des informations reçues et précise que toute information utile doit être communiquée à la Commission; elle fixe le délai pendant lequel les intéressés peuvent faire connaître leur point de vue par écrit;

b) elle commence l'enquête en coopération avec les États membres.

2. La Commission recherche toute information qu'elle estime nécessaire et, lorsqu'elle le juge approprié, après consultation du comité, cherche à vérifier cette information auprès des importateurs, commerçants, agents, producteurs, associations et organisations commerciales.

La Commission est assistée dans cette tâche par des agents de l'État membre sur le territoire duquel s'effectuent ces vérifications, pour autant que cet État membre en ait exprimé le désir.

3. Les États membres fournissent à la Commission, à sa demande et selon les modalités qu'elle définit, les renseignements dont ils disposent sur l'évolution du marché du produit concerné par l'enquête.

4. La Commission peut entendre les personnes intéressées. Celles-ci doivent être entendues lorsqu'elles l'ont demandé par écrit dans le délai fixé par l'avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes,* en démontrant qu'elles sont effectivement susceptibles d'être concernées par le résultat de l'enquête, et qu'il existe des raisons particulières de les entendre oralement.

5. Lorsque les informations demandées par la Commission ne sont pas fournies dans un délai raisonnable ou qu'il est fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions peuvent être établies sur la base des données disponibles.

*Article 7*

1. Au terme de l'enquête, la Commission soumet au comité un rapport sur ses résultats.

2. Si la Commission estime qu'aucune mesure de surveillance ou de sauvegarde communautaire n'est nécessaire, elle publie au *Journal officiel des Communautés européennes,* après consultation du comité, un avis de clôture de l'enquête, comportant un exposé de ses conclusions essentielles.

3. Lorsque la Commission estime qu'une mesure de surveillance ou de sauvegarde communautaire est nécessaire, elle prend les décisions prévues à cet effet aux titres IV et V.

4. Les dispositions du présent titre n'empêchent pas que soient prises, à tout moment, des mesures de surveillance conformément aux articles 10 à 14 ou, en cas d'urgence, des mesures de sauvegarde conformément aux articles 15 à 17.

La Commission procède immédiatement aux mesures d'enquête qu'elle estime encore nécessaires. Les résultats de celles-ci seront utilisés aux fins du réexamen des mesures prises.

*Article 8*

1. Les informations reçues en application du présent règlement ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

2. a) Le Conseil, la Commission et les États membres, ainsi que leurs agents, ne divulguent pas, sauf autorisation expresse de la partie qui les aura fournies, les informations à caractère confidentiel qu'ils ont reçues en application du présent règlement ou celles qui sont fournies confidentiellement.

b) Chaque demande de traitement confidentiel indique les raisons pour lesquelles l'information est confidentielle.

Toutefois, lorsqu'il apparaît qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et que celui qui a fourni l'information ne veut ni la rendre publique ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, l'information en question peut ne pas être prise en considération.

3. Une information sera en tout cas considérée comme confidentielle si sa divulgation est susceptible d'avoir des conséquences défavorables significatives pour celui qui a fourni cette information ou en est la source.

4. Les paragraphes précédents ne s'opposent pas à ce que les autorités de la Communauté fassent état de renseignements généraux, et en particulier des motifs sur lesquels sont fondées les décisions prises en vertu du présent règlement. Ces autorités doivent cependant tenir compte de l'intérêt légitime des intéressés à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas révélés.

*Article 9*

1. L'examen de l'évolution des importations et des conditions dans lesquelles elles s'effectuent, ainsi que l'examen du préjudice grave ou de la menace de préjudice grave qui en résulte pour les producteurs communautaires, portent notamment sur les facteurs suivants:

a) le volume des importations, notamment lorsque celles-ci se sont accrues de manière significative, soit en chiffres absolus, soit par rapport à la production ou à la consommation de la Communauté;

b) les prix des importations, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a eu sous-cotation significative du prix par rapport aux prix d'un produit similaire de la Communauté;

c) l'impact qui en résulte pour les producteurs communautaires de produits similaires ou directement concurrents, ainsi qu'il ressort des tendances de certains facteurs économiques, tels que:

— production,

— utilisation des capacités,

— stocks,

— ventes,

— part de marché,

— prix (c'est-à-dire dépression des prix ou empêchement de hausses de prix qui seraient intervenues normalement),

— bénéfices,

— rendement des capitaux,

— flux de liquidités,

— emploi.

2. Lorsqu'une menace de préjudice grave est alléguée, la Commission examine également s'il est clairement prévisible qu'une situation particulière est susceptible de se transformer en préjudice réel. À cet égard, il peut également être tenu compte de facteurs tels que:

a) le taux d'accroissement des exportations vers la Communauté;

b) la capacité d'exportation du pays d'origine ou d'exportation, telle qu'elle existe déjà ou existera dans un avenir prévisible, et la probabilité que les exportations engendrées par cette capacité seront destinées à la Communauté.

TITRE IV

**Mesures de surveillance**

*Article 10*

1. Lorsque l'évolution du marché d'un produit originaire d'un des pays tiers visé par le présent règlement menace de porter préjudice aux producteurs communautaires de produits similaires ou concurrents, l'importation de ce produit peut, si les intérêts de la Communauté le rendent nécessaire, être soumise, selon le cas, à:

a) une surveillance communautaire *a posteriori*, effectuée selon les modalités définies dans la décision visée au paragraphe 2,

ou

b) une surveillance communautaire préalable, effectuée selon les modalités prévues à l'article 11.

Dans ces cas, le produit est inscrit avec la mention «EUR» à l'annexe II.

2. Lorsque la décision de mise sous surveillance intervient en même temps que la libération de l'importation du produit en cause, cette décision est prise par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Dans les autres cas, elle est prise par la Commission, l'article 15 paragraphe 5 étant applicable.

3. La durée des mesures de surveillance est limitée. Sauf dispositions contraires, leur validité expire à la fin du second semestre suivant celui au cours duquel elles ont été prises.

*Article 11*

1. La mise en libre pratique des produits sous surveillance communautaire préalable est subordonnée à la présentation d'un document d'importation. Ce document est délivré ou visé par les États membres, sans frais, pour toutes les quantités demandées, dans un délai maximal de cinq jours ouvrables après le dépôt, selon la législation nationale en vigueur, soit d'une déclaration, soit d'une simple demande, par tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté, ceci ne préjugeant pas le respect des autres conditions exigées par la réglementation en vigueur.

2. Sauf dispositions différentes, déterminées en même temps que la mise sous surveillance, selon la même procédure, la déclaration ou demande de l'importateur mentionne:

a) le nom et l'adresse de l'importateur;

b) la désignation du produit, avec indication:

— de l'appellation commerciale,

— de la position tarifaire ou du numéro de référence de la nomenclature des marchandises de la statistique nationale du commerce extérieur,

— du pays d'origine,

— du pays de provenance;

c) l'indication du prix caf franco frontière ainsi que de la quantité du produit en unités usuelles dans le commerce;

d) la ou les dates ainsi que le ou les lieux prévus pour l'importation.

Les États membres peuvent demander des indications supplémentaires.

3. Le paragraphe 2 ne fait pas obstacle à la mise en libre pratique si le prix unitaire auquel s'effectue la transaction excède celui qui est indiqué dans le document d'importation ou si la valeur ou la quantité des produits présentés à l'importation dépasse, au total, de moins de 5 % celles qui sont mentionnées dans le document d'importation. La Commission, après avoir entendu les avis exprimés au sein du comité et en tenant compte de la nature des produits et des autres particularités des transactions en question, peut fixer un pourcentage différent qui ne peut, toutefois, dépasser normalement 10 %.

4. Le document d'importation ne peut être utilisé que tant que le régime de libération des importations demeure en vigueur, pour les transactions en question, et au maximum pendant une période déterminée en même temps et selon la même procédure que la mise sous surveillance en tenant compte de la nature des produits et des autres particularités de ces transactions.

5. Lorsque la décision prise en vertu de l'article 10 le prévoit, l'origine des produits sous surveillance communautaire doit être justifiée par un certificat d'origine. Le présent paragraphe ne préjuge pas d'autres dispositions relatives à la présentation d'un tel certificat.

6. Lorsque le produit sous surveillance communautaire préalable n'est pas libéré dans un État membre, l'autorisation d'importation octroyée par cet État membre peut remplacer le document d'importation.

*Article 12*

1. Lorsque, à l'expiration d'un délai de huit jours ouvrables après la fin des consultations, les importations d'un produit ne sont pas soumises à une surveillance communautaire préalable, l'État membre qui a informé la Commission en vertu de l'article 3 peut procéder à une surveillance nationale de ces importations.

2. En cas d'extrême urgence, l'État membre peut procéder à la surveillance nationale après avoir informé la Commission conformément à l'article 3. Celle-ci en informe les autres États membres.

3. La Commission est informée, dès l'entrée en vigueur de la surveillance, des modalités de son application et rectifie, par un avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes*, l'annexe II en indiquant, en regard du produit en question, l'État membre qui applique la mesure de surveillance.

*Article 13*

La mise en libre pratique des produits sous surveillance nationale est subordonnée à la présentation d'un document d'importation. Ce document est délivré ou visé par l'État membre, sans frais, pour toutes les quantités demandées, dans un délai maximal de cinq jours ouvrables après le dépôt d'une déclaration ou d'une simple demande par tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté, ceci ne préjugeant pas le respect des autres conditions exigées par la réglementation en vigueur. Le document ne peut être utilisé que tant que le régime de libération des importations demeure en vigueur pour les transactions en question.

*Article 14*

1. Les États membres font connaître à la Commission, dans les dix premiers jours de chaque mois en cas de surveillance communautaire et dans les vingt premiers jours de chaque trimestre en cas de surveillance nationale:

a) lorsqu'il s'agit d'une surveillance préalable, les quantités et les montants, calculés sur la base des prix caf, pour lesquels des documents d'importation ont été délivrés ou visés au cours de la période précédente;

b) dans tous les cas, les importations réalisées pendant la période qui précède celle visée sous a).

Les communications des États membres sont ventilées par produit et par pays.

Des dispositions différentes peuvent être déterminées en même temps et selon la même procédure que la mise sous surveillance.

2. Lorsque la nature des produits ou des situations particulières le rendent nécessaire, la Commission peut, à la demande d'un État membre ou de sa propre initiative, modifier la périodicité des informations.

3. La Commission informe les États membres.

TITRE V

**Mesures de sauvegarde**

*Article 15*

1. Si un produit est importé dans la Communauté en quantités tellement accrues et/ou à des conditions telles qu'un préjudice grave est porté ou menace de l'être aux producteurs communautaires de produits similaires ou directement concurrents et lorsque des circonstances critiques, où tout délai entraînerait un préjudice difficilement réparable, rendent nécessaire une action immédiate pour la sauvegarde des intérêts de la Communauté, la Commission peut, à la demande d'un État membre ou de sa propre initiative:

a) abréger le délai au cours duquel sont utilisables les documents d'importation, au sens de l'article 11, à délivrer ou à viser après l'entrée en vigueur de cette décision;

b) modifier le régime d'importation du produit en cause en subordonnant sa mise en libre pratique à la présentation d'une autorisation d'importation à octroyer selon les modalités et dans les limites qu'elle définit en attendant, le cas échéant, la décision du Conseil prise au titre de l'article 16.

Les mesures visées sous a) et b) sont immédiatement applicables.

2. Lorsque la fixation d'un contingent constitue une mesure de retrait de libération, il est tenu compte notamment:

— de l'intérêt de maintenir, autant que possible, les courants d'échanges traditionnels,

— du volume des contrats qui ont été conclus à des conditions normales avant l'entrée en vigueur d'une mesure de sauvagarde, au sens du présent titre, si ces contrats ont été notifiés à la Commission par l'État membre intéressé,

— du fait que la réalisation du but recherché par l'établissement du contingent ne doit pas être compromise.

3. a) Les mesures visées au présent article s'appliquent à tout produit qui, après leur entrée en vigueur, est mis en libre pratique. Elles peuvent être limitées aux importations à destination de certaines régions de la Communauté.

b) Toutefois, ces mesures ne s'opposent pas à la mise en libre pratique des produits qui sont en cours d'acheminement vers la Communauté, à condition que ces derniers ne puissent recevoir une autre destination et que ceux dont la mise en libre pratique est, en vertu des articles 10 et 11, subordonnée à la présentation d'un document d'importation soient effectivement accompagnés d'un tel document.

4. Lorsque l'action de la Commission a été demandée par un État membre, celle-ci se prononce dans un délai maximal de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

5. Toute décision prise par la Commission en vertu du présent article est communiquée au Conseil et aux États membres. Tout État membre peut la déférer au Conseil dans un délai d'un mois suivant le jour de la communication.

6. Lorsqu'un État membre a déféré au Conseil une décision prise par la Commission, le Conseil décide, à la majorité qualifiée, de la confirmation, de la modification ou de l'abrogation de cette décision.

Si le Conseil n'a pas décidé au plus tard trois mois après sa saisine, la décision de la Commission est abrogée.

*Article 16*

1. Lorsque les intérêts de la Communauté le requièrent, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut arrêter les mesures appropriées:

a) pour empêcher qu'un produit ne soit importé dans la Communauté en quantités tellement accrues et/ou à des conditions telles qu'un préjudice grave est porté ou menace de l'être aux producteurs communautaires de produits similaires ou directement concurrents;

b) pour permettre l'exercice des droits ou l'exécution des obligations de la Communauté ou de tous ses États membres sur le plan international, notamment en matière de commerce de produits de base.

2. L'article 15 paragraphes 2 et 3 est applicable.

*Article 17*

1. Un État membre peut, à titre conservatoire, modifier le régime à l'importation d'un produit déterminé en subordonnant sa mise en libre pratique à la présentation d'une autorisation d'importation à octroyer selon les modalités et dans les limites qu'il définit:

a) si une situation telle que celle définie pour la Communauté à l'article 15 paragraphe 1 se présente sur son territoire;

b) si cette mesure est justifiée par une clause de sauvegarde contenue dans un accord bilatéral conclu entre cet État membre et un pays tiers.

2. a) L'État membre informe par télex la Commission ainsi que les autres États membres des motifs et des modalités des mesures envisagées. Ces informations sont traitées par la Commission et les autres États membres de manière strictement confidentielle. La Commission convoque sans délai le comité. L'État membre peut prendre les mesures en question après avoir entendu les avis exprimés au sein du comité.

b) Lorsqu'un État membre invoque une urgence particulière, les consultations doivent avoir lieu dans un délai de cinq jours ouvrables après information de la Commission; à l'expiration de ce délai, l'État membre peut prendre les mesures envisagées. Pendant ce délai, l'État membre peut subordonner l'importation du produit en cause à la présentation d'une autorisation d'importation à octroyer selon les modalités et dans les limites qui seront définies à l'expiration du délai.

3. Les mesures sont notifiées à la Commission par message télex dès qu'elles sont décidées.

4. La notification vaut demande au sens de l'article 15 paragraphe 4. Les mesures ne sont applicables que jusqu'à la mise en application de la décision de la Commission. Toutefois, lorsque la Commission décide de ne pas instituer de mesures ou arrête, en vertu de l'article 15, une mesure différente de celle prise par l'État membre, sa décision est applicable à partir du sixième jour suivant celui de son entrée en vigueur, à moins que l'État membre qui a pris les mesures ne défère cette décision au Conseil; dans ce cas, les mesures nationales sont applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision du Conseil, mais au maximum pendant un mois après la saisine de celui-ci. Le Conseil statue, à la majorité qualifiée, avant l'expiration de ce délai. Le Conseil peut, dans les mêmes conditions, décider dans certains cas de proroger cette période, qui ne peut, en aucune façon, dépasser trois mois au total.

Le premier alinéa n'affecte pas le droit de recours des États membres au titre de l'article 15 paragraphes 5 et 6.

5. Le présent article est applicable jusqu'au 31 décembre 1984. Avant le 31 décembre 1983, la Commission proposera au Conseil les adaptations à y apporter. Le Conseil statuera à la majorité qualifiée, avant le 31 décembre 1984, sur ces propositions. Toutefois, les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde:

— justifiées par une clause de sauvegarde contenue dans un accord bilatéral ne sont pas affectées par cette date limite;

— concernant les importations de produits libérés dans certains États membres mais contingentés dans d'autres sont applicables jusqu'au 31 décembre 1987.

*Article 18*

1. Pendant l'application de toute mesure de surveillance ou de sauvegarde instituée conformément aux titres IV et V, il est procédé, à la demande d'un État membre ou à l'initiative de la Commission, à des consultations au sein du comité visant à:

a) examiner les effets de cette mesure;

b) vérifier si son maintien reste nécessaire.

2. Lorsque, à l'issue des consultations visées au paragraphe 1, la Commission estime que l'abrogation ou la modification des mesures visées aux articles 10, 12, 15 et 16 s'impose:

a) si le Conseil a statué sur ces mesures, elle lui propose leur abrogation ou leur modification; le Conseil statue à la majorité qualifiée;

b) dans les autres cas, elle modifie ou abroge les mesures de sauvegarde communautaire et les mesures de surveillance. Lorsque cette décision concerne des mesures de surveillance nationale, elle est applicable à partir du sixième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes,* à moins que l'État membre qui applique ces mesures ne la défère au Conseil; dans ce cas, les mesures nationales sont applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision du Conseil, mais au maximum pendant trois mois après la saisine de celui-ci. Le Conseil statue avant l'expiration de ce délai.

TITRE VI

**Dispositions transitoires et finales**

*Article 19*

1. Au plus tard le 31 décembre 1984, le Conseil décide des adaptations à apporter au présent règlement en vue d'une uniformisation plus poussée du régime d'importation. Il statue à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et à la lumière des progrès de la politique commerciale commune.

2. En attendant ces adaptations:

a) les États membres peuvent, tant que l'uniformisation entre les zones de libération n'a pas été totalement réalisée, subordonner les importations des produits non inscrits à l'annexe du règlement (CEE) n° 925/79 à la condition que non seulement leur pays d'origine mais aussi le pays d'achat ou le pays de provenance figurent parmi ceux qui sont visés par le présent règlement; pour la république fédérale d'Allemagne, cette disposition s'applique également à ceux des produits inscrits à l'annexe dudit règlement dont l'importation n'est pas encore, en vertu du régime d'importation allemand, exemptée, à l'égard de tous les pays tiers, de la nécessité d'une autorisation d'importation;

b) la République italienne peut subordonner les importations des produits originaires d'Égypte, de Yougoslavie et du Japon à condition que leur pays d'origine coïncide avec leur pays de provenance;

c) les documents d'importation exigés au titre de l'article 11 pour la surveillance communautaire ne sont valables que dans l'État membre qui les a délivrés ou visés;

d) les pays du Benelux et la République italienne peuvent maintenir les formalités de la licence automatique ou de la déclaration d'importation qu'ils appliquent actuellement aux importations originaires du Japon et de Hong-kong;

e) les États membres indiqués dans l'annexe II en regard de produits marqués d'un astérisque peuvent maintenir une surveillance nationale des importations de ces produits, y compris la formalité de la licence automatique; l'article 12, l'article 13 dernière phrase et les articles 14 et 18 ne sont pas applicables;

f) le présent règlement ne fait pas obstacle au maintien des dispositions prises par la République italienne en vue de soumettre à une autorisation particulière — conformément à l'arrêté ministériel du 6 mai 1976, y compris la liste qui y est annexée, et à ses modifications ultérieures — l'importation d'objets, de machines et d'appareils usagés ou neufs, mais mal entretenus, relevant de la position 73.24, des chapitres 84 à 87 et 93 ainsi que de la sous-position 97.04 B du tarif douanier commun.

3. Les États membres informent la Commission des mesures qu'ils prennent en conformité avec le code sur les licences, approuvé par la Communauté par la décision 80/271/CEE (1). Ils lui communiquent notamment les règles et tous renseignements concernant les procédures de présentation des demandes de licences, y compris les conditions de recevabilité des

(1) JO n° L 71 du 17. 3. 1980, p. 1.

personnes, entreprises ou institutions à présenter de telles demandes. Toute modification de ces règles lui est également communiquée.

*Article 20*

1. Lorsqu'un État membre qui maintient une restriction à l'importation, visée à l'article 1er paragraphe 2 dernier tiret, envisage de la modifier, il en informe la Commission et les autres États membres.

2. a) À la demande de la Commission ou d'un État membre, les mesures visées au paragraphe 1 font l'objet d'une consultation préalable au sein du comité.

b) Lorsque, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de l'information prévue au paragraphe 1, la Commission ne demande pas de consultations, de sa propre initiative ou à la suite d'une demande d'un État membre, reçue suffisamment tôt avant l'expiration de ce délai, l'État membre intéressé peut mettre en vigueur la mesure envisagée;

c) Dans les autres cas, la consultation est ouverte dans les cinq jours ouvrables après l'expiration du délai prévu sous b).

3. a) Lorsqu'au terme de la consultation aucune objection n'a été soulevée par les autres États membres ou par la Commission, celle-ci en informe sans délai l'État membre intéressé qui peut immédiatement mettre en vigueur la mesure envisagée.

b) Dans les autres cas, l'État membre intéressé ne peut mettre en vigueur la mesure envisagée qu'après l'expiration d'un délai de trois semaines suivant l'ouverture de la consultation.

c) Si, dans ce délai, la Commission saisit le Conseil, en vertu de l'article 113 du traité, d'une proposition tendant à remédier aux objections soulevées, la mesure envisagée ne peut être mise en vigueur avant que le Conseil n'ait statué.

4. En cas d'extrême urgence, les dispositions suivantes sont applicables:

a) une diminution d'un contingent ou la suppression de toute possibilité d'importation peut être mise en vigueur sans consultation préalable, mais après l'information prévue au paragraphe 1;

b) lorsque, après l'épuisement d'un contingent, les besoins économiques d'un État membre rendent nécessaires des importations supplémentaires en provenance du ou des pays tiers bénéficiaires du contingent, l'État membre intéressé peut ouvrir sans information préalable des possibilités d'importation supplémentaires dans la limite de 20 % du volume ou du montant du contingent épuisé; il en informe sans délai la Commission et les autres États membres. La procédure d'urgence prévue au présent paragraphe n'est pas applicable à partir du moment où l'ouverture de négociations avec le pays tiers concerné a été autorisée;

c) à la demande de tout État membre ou de la Commission, les mesures prises par un État membre en vertu du présent paragraphe font l'objet d'une consultation *a posteriori* dans les conditions visées au paragraphe 3.

5. Lorsqu'un État membre envisage de procéder à une modification autonome de son régime d'importation pour un produit pétrolier inscrit à l'annexe I et visé à l'article 3 du règlement (CEE) n° 802/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises (1), il en informe la Commission et les autres États membres. La procédure prévue aux paragraphes 2, 3 et 4 s'applique dans ce cas; les autres dispositions du présent règlement ne sont pas applicables.

6. Les pays du Benelux peuvent, lorsqu'ils sont indiqués à l'annexe II en regard d'un produit inscrit dans celle-ci et marqué d'un astérisque, maintenir la formalité de la licence automatique telle qu'ils l'appliquent actuellement. Ces licences sont délivrées sans frais, pour toutes les quantités demandées et sur dépôt d'une simple demande par tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté; l'article 13 n'est pas applicable aux produits en question.

*Article 21*

Sans préjudice d'autres dispositions communautaires, le présent règlement ne fait pas obstacle à l'adoption ou à l'application par les États membres:

a) d'interdictions, de restrictions quantitatives ou de mesures de surveillance justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de protection de la propriété industrielle ou commerciale;

b) de formalités spéciales en matière de change;

c) de formalités introduites en vertu d'accords internationaux conformément au traité.

(1) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 1.

*Article 22*

1. Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application des réglementations portant organisation commune des marchés agricoles et des dispositions administratives communautaires ou nationales qui en découlent, ni à celle des réglementations spécifiques arrêtées au titre de l'article 235 du traité et applicables aux marchandises résultant de la transformation de produits agricoles; il s'applique de façon complémentaire.

2. Toutefois, les articles 10 à 14 et 18 ne sont pas applicables aux produits qui relèvent des réglementations visées au paragraphe 1 et pour lesquels le régime communautaire des échanges avec les pays tiers prévoit la présentation d'un certificat ou autre titre d'importation.

Les articles 15, 17 et 18 ne sont pas applicables aux produits qui relèvent desdites réglementations et pour lesquels le régime communautaire des échanges avec les pays tiers prévoit la possibilité d'appliquer des restrictions quantitatives à l'importation.

*Article 23*

La Commission publie périodiquement la version à jour des annexes I et II, compte tenu des actes arrêtés conformément au présent règlement tant par la Communauté que par les États membres. Elle est informée de l'institution, de la modification ou de l'abrogation des mesures prises sur le plan national.

*Article 24*

Le règlement (CEE) n° 926/79 est abrogé.

Les références au règlement abrogé s'entendent comme faites au présent règlement.

*Article 25*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes.*

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 5 février 1982.

*Par le Conseil*

*Le président*

L. TINDEMANS

*ANNEXE I*

## LISTE DES PRODUITS SOUMIS À RESTRICTION QUANTITATIVE NATIONALE À LA MISE EN LIBRE PRATIQUE

### Signification des signes, lettres ou chiffres

*Champ d'application matériel de la restriction:*

\+ = totalement sous restriction;

— = partiellement sous restriction.

*Champ d'application géographique:*

En l'absence d'indication spéciale, la restriction s'applique à l'ensemble des pays visés par le règlement.

Lorsque la restriction s'applique à une zone géographique ou à un ou plusieurs pays, une note en marge décrit le ou les pays ou la ou les zone(s) auxquelles cette restriction s'applique. Ces zones géographiques sont décrites en fin d'annexe sur base des dispositions existantes dans les États membres.

*

* *

En tout état de cause, ces restrictions s'appliquent sous réserve:

— des règles spéciales prévues dans les accords conclus entre la Communauté et certains pays tiers,

— des régimes communs spécifiques visés à l'article 1$^{er}$ paragraphe 1 premier tiret du présent règlement.

La présente liste ne récapitule que des restrictions nationales. Actuellement, il n'y a pas de restrictions communautaires qui entrent dans le champ d'application du présent règlement; au cas où de telles mesures seraient prises en vertu du titre V, elles feraient l'objet d'une publication *ad hoc*.

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 04.04 E I b) 3, ex 4, ex 5 | 04.04-67, ex 68, 88, ex 92 | | | | | | — (5) | | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 04.06 | 04.06-00 | | | | + (1) | | | | | |
| 07.01 A, D I, ex F II, L, M | 07.01-11, 13—19, 31, 33, 36, 45, 47, 73—77 | — | | — | — | | — | | — | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Chypre, Égypte, Israël, Malte, Maroc, Espagne, Tunisie, Turquie. |
| A II b) | 15 | | — | | | | | | | |
| 07.02 ex B | 07.02-50 | | | | — | | | | | |
| 07.04 ex B | 07.04-50 | | | | — | | | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone A 3. |
| 07.05 B ex I, II | 07.05-61—70 | | | | | | — (5) | | | |
| 08.01 B | 08.01-31, 35 | | | | + | — (6) | + | — (2) (3) (4) | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| C | 50 | | | | + | | | | | |
| 08.04 A I | 08.04-11—23 | | | | — | | + | | | (5) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| 08.05 ex G | 08.05-91, 93 | | | | | | — (5) | | | |
| 08.07 A | 08.07-10 | | | | — | | + | | | (6) Sous restrictions à l'égard des pays de la zone dollar, excepté le Libéria. |
| 08.09 | 08.09-11, 19 | | | | — | | + | | | |
| 09.01 A I, II | 09.01-11—17 | — (7) | — (7) | — (7) | — (7) | — (7) | — (7) | — (7) | — (7) | (7) Sous restrictions quantitatives uniquement pour les importations originaires des pays non membres de l'accord international sur le café, pour autant que des contingents soient d'application [règlement (CEE) n° 2436/79 (JO n° L 282 du 12. 11. 1979, p. 1)]. |
| 12.01 ex B | 12.01-31—46, 54, 64—68, ex 99 | | | | | | + | | | |
| 12.08 A | 12.08-01 | | | | + | | | | | |
| 13.03 A VII | 13.03-17 | | | | + (1) | | | | | |
| ex 15.07 | 15.07-05—13, 61—79, ex 82, 85—94, ex 98 | | | | | | + | | | |
| 15.10 D | 15.10-70 | | | | + (1) | | | | | |
| 16.04 D, E | 16.04-71, 75 | | | | | | | + (4) | | |
| 17.04 A | 17.04-01 | | | | | + | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20.07 ex A III | 20.07-07, ex 8, ex 11, 16, ex 17 | | | | | | | — (1) (2) (3) | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard d'Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Malte, Maroc, Espagne, Tunisie, Turquie, AELE. |
| ex B II | 44, 46, 50, 66, 67, 72, 76—83, 94—96 | | | | | | | — (1) (2) (3) | | |
| 21.02 A | 21.02-11—19 | — (5) | — (5) | — (5) | — (5) | — (5) | — (5) | — (5) | — (5) | |
| 21.02 C I | 21.02-40 | | | | + (4) | | | | | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone A 3. |
| 21.07 G I a) 1 | 21.07-27 | | | | + | | | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| 22.08 | 22.08-10, 30 | | | — | + | | | | | |
| 22.09 A | 22.09-10 | | | — | + | | | | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| C ex I | 52, 53 | | | | — | | | | | |
| C IV | 71—79 | | | | + (4) | | | | | (5) Sous restrictions quantitatives uniquement pour les importations originaires des pays non membres de l'accord international sur le café, pour autant que des contingents soient d'application [règlement (CEE) n° 2436/79 (JO n° L 282 du 12. 11. 1979, p. 1)]. |
| C ex V | 81—79 | | | | — (4) | | | | | |
| 22.10 B | 22.10-51, 55 | | | | + | | | | | |
| 27.07 B ex 1 | 27.07-25, 29 | | | | + | | | | | |
| 27.09 | 27.09-00 | | | | + | | | | | |
| ex 27.10 | 27.10-11—79 | | | | — | | | | | |
| ex 27.11 | 27.11-03—99 | | | | — | | | | | |
| 27.12 B | 27.12-90 | | | | + | | | | | |
| 27.13 B | 27.13-81—90 | | | | + | | | | | |
| 29.34 B | 29.34-10 | | | | | | | + (2) (3) | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.02 A, B | 31.02-10—15 | | | | | | + (6) | | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone A 3. |
| C | 20—90 | + (7) | | | | | + (6) | | | |
| 31.03 | 31.03-15—30 | | | | | | + (6) | | | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| 31.05 A I, II, IV | 31.05-04—19, 41—48 | | | | | | + (6) | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 32.05 | 32.05-10—50 | | | | + (3) | | | | | |
| 33.01 A I | 33.01-12—19 | | | | | | | + (4) | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard des pays d'Amérique latine, États-Unis, Canada, Corée du Sud, Liban, Libéria, Philippines, Syrie. |
| 34.03 A | 34.03-11—19 | | | | + | | | | | |
| 37.02 | 37.02-01—99 | | | | | | | + (2) | | |
| 38.14 A | 38.14-10 | | | | | | | + (1) (2) | | (5) Libéré à l'égard de l'Algérie, États-Unis, Canada, Chypre, Égypte, Espagne, Israël, Liban, Malte, Maroc, Tunisie, Turquie, AELE. |
| B I A | 31 | | | | + | | | | | |
| ex 40.10 | 40.10-ex 10, ex 90 | | | | | | — | | | (6) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| 40.11 ex A | 40.11-10 | | | | | | — | | | |
| B I | 20 | | | | | | | + (2) | | (7) Sous restrictions quantitatives à l'exception de la Turquie et la Yougoslavie. |
| B II | 21—29 | | | | | | | + (2) | + (5) | |
| | 40 | | | | | | — | + (2) | | |
| | 45—53 | | | | | | | + (2) | + (5) | |
| | 55, 57 | | | | | | + | + (2) | | |
| | 62, 80 | | | | | | | + (2) | | |
| | ex 63 | | | | | | — | | | |
| 40.12 | 40.12-10—80 | | | | | | | + (2) | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 44.01 | 44.01-10—90 | | | | | | + | | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| 45.02 | 45.02-00 | | | | | | | + (1) (2) | | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone A 3. |
| 48.01 A | 48.01-01 | | | | + | | | | | |
| ex C, ex F | 67, 78, 80—90, ex 92, 94, 98, 99 | | | | | | — | | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| 49.02 | 49.02-00 | | | | + | | | | | |
| 50.01 | 50.01-00 | | | | | | | + (1) (2) | | |
| 50.02 | 50.02-00 | | | | | | | + (1) (2) | | |
| 50.04 | 50.04-10, 90 | | | | | | | + (1) (2) | | |
| 50.05 A | 50.05-10, 90, 99 | | | | | | | + (1) (2) | | |
| 50.07 A, B | 50.07-10, 90 | | | | | | | + (1) (2) | | |
| 50.09 A | 50.09-01—68 | | | | | | + | + (1) | | |
| 51.04 A I, II | 51.04-03, 05 | * | | * | + * | | + * | * | | |
| III a) | 06 | * | * | | + * | | + * | * | | |
| III b), IV, B | 08—98 | * | | * | + * | | + * | * | | |
| ex A, ex B | 10, 11—48, 55—66, 74—98 | | * | | | | | | | |
| 53.07 | 53.07-02—89 | | * | | + * | | | * | | |
| 53.10 ex | 53.10-11, 15 | | * | | | | | | | |
| 53.11 | 53.11-01—97 | | * | * | + * | | + * | * | | |
| 55.07 | 55.07-10, 90 | | | | | | + * | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 55.08 | 55.08-10 | * | | * | | + * | + * | * | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard de l'Inde et du Bangladesh. |
| | 30—80 | * | | * | | + * | + * | * | | |
| 55.09 | 55.09-03—99 | * | * | * | + * | + * | + * | * | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| 56.05 ex A | 56.05-11 | * | | * | | | | | | |
| B | 51—99 | * | | * | | | | | | ** Restrictions nationales antérieures auxquelles se substitue le régime issu des accords communautaires sur les produits de jute. |
| 56.07 A I, II | 56.07-01—12 | * | * | * | + * | * | + * | * | | |
| ex A II | 15 | * | * | * | + * | | + * | * | | |
| ex A II, B | 19—87 | * | * | * | + * | * | + * | * | | |
| 57.10 A | 57.10-21—50 | | | | + | — | | | | |
| ex A | 21, 31 | | + (1) | | | | | | | |
| B * * | 62—70 | | | | + | + | | | | |
| 58.01 | 58.01-01—80 | | | | | | + * | | | |
| 58.02 | 58.02-02—88 | | | | + * | | + * | | | |
| 58.04 | 58.04-05—45 | | | | | — * | + * | * | | |
| | 61—69 | * | | | | + | + * | * | | |
| | 71—80 | | | | | + | + * | * | | |
| | 63, 67 | | * | | | | | | | |
| 58.05 | 58.05-01—90 | * | | | | | + * | | | |
| 58.06 | 58.06-10, 90 | * | | | | | + * | | | |
| 58.07 | 58.07-31—80 | * | | | | | | | | |
| 58.09 B | 58.09-21—99 | * | | | | | | | | |
| 59.13 | 59.13-01—13 | * | | * | | | | | | |
| | 15, 35 | * | | * | | + | | | | |
| | 19, 32, 34, 39 | * | | * | | | | | | |
| 60.01 | 60.01-01—98 | | | | | | + * | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60.02 A, B I, II | 60.02-40—60 | | | | + | | + * | | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| B III | 70 | * | | | | | + * | | | |
| B IV | 80 | | | | | | + * | | | |
| 60.03 | 60.03-11—90 | | | * | | | + * | | | |
| 60.04 | 60.04-02—90 | | | * | | | + * | | | |
| A I a), A II a) | 02, 06 | | | | + * | * | | | | |
| A II b), c) | 03, 04 | * | | | | * | | | | |
| A II b), c), d) | 07—09 | * | | | | * | | | | |
| A III a), c), d), e) | 10, 12, 14, 16 | | | | | | | + | | |
| A III b) | 11 | | | | + * | | | + | | |
| B I a), b II a) | 19, 23 | | | | + * | * | | | | |
| B I b), c), B II b), c), d) | 20, 22, 24—29 | * | | | | * | | | | |
| B III, IV a) | 31—38 | | | | | | | + | | |
| B IV b) 1 aa) | 41 | | | | | * | | | | |
| cc) | 48 | | | | | | | + | | |
| dd), ee) | 50, 58 | | | | | * | | | | |
| B IV b) 2 cc) | 54, 90 | | | | | | | + | | |
| dd), B IV c) | 56, 60 | | | | | | | + | | |
| B IV d) 1 aa), dd), 2 dd) | 71, 79, 89 | | | | + * | * | | | | |
| d) 1 bb), cc), d) 2 aa), bb), cc) | 73, 75, 81, 83, 85 | | | | + * | | | | | |
| 60.05 | 60.05-01—99 | | | * | + * | | + * | | | |
| A I, ex A II | 01, 22, 61 | * | | | | * | | * | | |
| ex A II | 04, 11, 13, 25 | | | | | * | | + * | | |
| ex A II | 15, 33 | * | | | | * | | + * | | |
| ex A II | 06, 93 | * | | | | | | + * | | |
| ex A II, B | 07, 08, 09 | | | | | | | + * | | |
| | 94—99 | | | | | | | | | |
| | 16, 17, 21, 26, 36, 38 | | | | | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60.05 *(suite)* | 60.05-43, 46 | | | | | | | + * | | (1) Sauf vêtements pour le judo. |
| ex A II | 37, 44—49, 66, 72—75, 77—80, 83—87, 89, 92 | | | | | | | | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| ex A II | 19, 45, 68, 71, 76, 81, 88 | * | | | | | | + * | | |
| ex A II | 37, 44 | | | | | | | | | |
| ex A II | 23, 24, 64 | | | | | * | | * | | |
| ex A II | 31, 39, 51 | * | | | | | | | | |
| | 33—35, 40—42, 52, 58, 62 | | | | | | | | | |
| | 22, 23, 31—34, 39—41, 45, 46, 51, 52, 61, 62, 71, 72 | | * | | | | | | | |
| 61.01 | 61.01-01—98 | | | * | | | + * | | | |
| | 01, 31, 37, 46, 47, 57, 66, 76 | | | | + * | + * | | | | |
| | 09, 13, 17—23, 25, 96 | | | | + * | + * | | + | | |
| | 15, 24, 26, 38, 48, 58, 68, 78—95, 98 | | | | + * | — * | | + | | |
| | 29, 32—36, 41—44, 51, 54, 62, 64, 72, 74 | | | | + * | * | | | | |
| | ex 92—ex 98 | | | | + * (1) | | | | | |
| | 13, 17, 23, 31, 37, 46, 47, 57, 66, 76, 81, 96 | | * | | | | | | | |
| 61.02 | 61.02-01—94 | | | * | | | + * | | | |
| | 01, 03, 12—18, 33, 39, 40, 44 | * | | | + * | + * | | + | | |
| | 05, 07, 23, 54, 92 | * | | | + * | + * | | + | | |
| | 22, 24, 52, 53, 85, 91 | * | | | + * | + * | | + | | |
| | 48, 90 | | | | + * | | | + | | |
| | 25, 28 | * | | | + * | * | | * | | |
| | 26 | * | | | + * | + | | * | | |
| | 31, 35, 42, 47, 76 | * | | | + * | | | + | | |
| | 32, 34, 36, 37, 41, 43, 45, 55, 64, 74 | * | | | + * | * | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 61.02 *(suite)* | 61.02-87, 94 | | | | | | | + | | (1) Sauf vêtements type kimono pour femmes. |
| | 62, 72, 82, 84 | * | | | + * | — * | | | | |
| | 58, 68, 78 | * | | | + * | + * | | | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| | 57, 66 | | | | + * | * | | | | |
| | ex 90, ex 91, ex 92, ex 94 | | | | + * (1) | | | | | |
| | 12—18, 25—33, 35—40, 42—44, 48—54, 57—62, 66—72, 78, 82, 85, 90—92 | | * | | | | | | | |
| 61.03 A I, A III | 61.03-11, 19 | * | | * | + * | | + * | | | |
| A II | 15 | * | * | * | + * | + * | + * | | | |
| B I, B III | 51, 59 | * | | * | + * | | + * | + | | |
| B II | 55 | * | * | * | + * | + * | + * | + | | |
| C I, C III | 81, 89 | | | * | + * | | + * | + | | |
| C II | 85 | | * | * | + * | + * | + * | + | | |
| 61.04 A I, II, B II | 61.04-01, 09, 91—98 | | | * | | — * | + * | + | | |
| B I b) | 13 | | * | * | | — * | + * | | | |
| B I a), c) | 11, 18 | | | * | | | + * | | | |
| B II b) | 93 | | * | * | | | | | | |
| 61.05 A | 61.05-20 | * | * | | + * | + * | + * | * | | |
| B I | 30 | * | * | | + * | + * | + * | * | | |
| B II | 91 | | | | | | + * | + | | |
| B III | 99 | * | | | | * | + * | * | | |
| 61.06 | 61.06-10—90 | | | | | | + * | | | |
| B | 30 | * | | | | + | | | | |
| C | 40 | * | | | | | | | | |
| E | 60 | | | | | + | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 61.07 | 61.07-10—90 | | | | | | + * | | | (¹) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Hong-kong, Japon, Macao, Malaysia, Pakistan, T'ai-wan et Yougoslavie (uniquement produits de jute, de lin, ou de sisal). |
| 61.09 | 61.09-20—80 | | | | | | + * | | | |
| 61.10 | 61.10-00 | | | | | | + * | | | |
| 61.11 | 61.11-00 | | | | | | + * | | | |
| 62.01 | 62.01-10—99 | | | | | | + * | | | * Restrictions nationales antérieures auxquelles se substituent des régimes communs spécifiques. |
| 62.02 | 62.02-01—89 | | | * | | | + * | | | |
| A, B I b), B II b) | 01, 09, 15 | | | | | — * | | | | |
| | 61 | | | | | — * | | + | | ** Restrictions nationales antérieures auxquelles se substitue le régime issu des accords communautaires sur les produits de jute. |
| A II | 09 | | | | + * | | | | | |
| B II c), B III b), c), B IV b) | 65, 75, 77, 87 | | | | | — * | | | | |
| B I a) | 12, 13 | * | * | | + * | + * | | + | | |
| B III a) 1 | 40—59, 71 | | * | | + * | + * | | + | | |
| B III a) 2 | 72, 74 | * | * | | + * | + * | | | | |
| B IV a) | 83, 85 | | | | + * | + | | + | | |
| B I c) | 19 | | | | | + * | | + | | |
| B IV c) | 89 | | | | | + | | + | | |
| 62.03 A, B ** | 62.03-11—91 | | | | | | | | | |
| A II | 13—17 | | | | + | — | | + | + (¹) | |
| A I, B I a) | 11, 91 | | | | + | | | + | + (¹) | |
| B I b), B II a), b) 2, c) | 93, 95, 97, 98 | | | | + * | | | | | |
| B II b) 1 | 96 | | | | + | * | | | | |
| 62.05 A, E | 62.05-01, 93, 95, 99 | * | | | | — * | | + | | |
| B | 10 | | | | | * | | | | |
| C | 20 | * | | * | | + | | + | | |
| D | 30 | | | | | * | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64.01 | 64.01-11—39 | — (1) | | | + (2) | | | | + (2) | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| | 41—99 | | | | + (2) | | | | + (2) | |
| 64.02 B | 64.02-60—69 | | | + (2) | + (2) | | | + (1) | + (2) | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard de T'ai-wan seulement. |
| | 61, 69 | — (1) | | | | | | | | |
| | 99 | | | | + (2) | | | | + (2) | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 66.01 | 66.01-10, 20, 50, 80 | | | | + (3) (4) | | | + (1) | | |
| 66.03 A, B, C | 66.03-10—90 | | | | | | | + (1) | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Hong-kong. |
| 69.04 | 69.04-11—90 | | | | | | + | | | |
| 69.05 | 69.05-10, 90 | | | | | | + | | | (5) Sous restrictions quantitatives à l'égard des pays d'Asie. |
| 69.07 A | 69.07-20 | — (1) | | + (2) | — (3) | | | + (1) | | |
| B I | 30, 40 | | | + (2) | | | | + (1) | | |
| B II | 50, 80 | + (1) | | + (2) | — (3) | | | + (1) | | |
| 69.08 A | 69.08-20 | — (1) | | | — (3) | | | + (1) | | |
| B I | 30, 40 | | | | | | | + (1) | | |
| B II | 50—99 | + (1) | | | + (3) | | | + (1) | | |
| 69.11 | 69.11-10, 90 | + (1) | — (1) | | + (3) | | + (5) | + (1) | | |
| 69.12 A, B | 69.12-10, 20 | | | | | | | + (1) | | |
| C I, C II | 31, 39 | + (1) | — (1) | | + (3) | | | + (1) | | |
| D | 90 | | + (1) | | + (3) | | | + (1) | | |
| 73.02 A II, C, D, E | 73.02-19, 30, 55 | | | | + (3) | | | | | |
| ex G | 83 | | | | + (3) | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.15 A I a), II | 73.61-10, 90 | | | | | | | + (2) | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| A V a), c), d) 1 bb), d) 2 | 73.63-10, 50, 74, 79 | | | | | | | + (2) | | |
| A VI b), c) 1 bb), c) 2, d) | 73.64-50, 75, 79, 90 | | | | | | | + (2) | | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| A VII b) 1, d) 2 | 73.65-53, 83 | | | | | | | + (2) | | |
| A VIII | 73.66-40—89 | | | | | | | + (2) | | |
| B I a), B II | 73.71-13—19, 93—99 | | | | | | | + (2) | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de T'ai-wan, Corée du Sud. |
| B V a), c) | 73.73-13—19, 43—59 | | | | | | | + (2) | | |
| B V d) 1 bb), d) 2 | 74—89 | | | | | | | + (2) | | |
| B VI d), c) 1 bb), c) 2, d) | 73.74-51—59, 74—90 | | | | | | | + (2) | | (4) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| B VII b) 2 aa), b) 4 bb) | 73.75-53—59, 93, 99 | | | | | | | + (2) | | |
| B VIII | 73.76-13—19 | | | | | | | + (2) | | |
| 73.18 ex C | 73.18-ex 41, ex 82, ex 99 | | | | | | — (4) | | | |
| 73.32 B ex II | 73.32-61—99 | — (2) | | | | | | | | |
| ex 73.37 | 73.37-ex 11—ex 90 | | | | | | — (4) | | | |
| 82.09 ex A | 82.09-11, 19 | — (2) | | + (2) (3) | + (1) | | | + (2) | | |
| | 50 | | | | + | | | | | |
| 82.14 A | 82.14-10 | — (2) | | + (2) (3) | | | | + (2) | | |
| B | 91 | | | + (2) (3) | | | | + (2) | | |
| | 99 | | | + (2) (3) | | | | + (2) | | |
| ex 84.01 | 84.01-ex 11, ex 80 | | | | | | — (4) | | | |
| 84.06 A, B, C, D | 84.06-03—99 | | | | | | | + (2) | | |
| C ex I, ex II | ex 20—ex 24 | | | | | | — (4) | | | |
| D ex II | ex 27, 39, ex 42, ex 46, ex 48, ex 52, 53, ex 54, ex 63, 64, ex 66, ex 78, ex 83, ex 98 | | | | | | | | | |
| 84.10 ex A, ex B, C | 84.10-ex 13, ex 16, 32—98 | | | | | | + (4) | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 84.14 ex B | 84.14-ex 99 | | | | | | — (2) | | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| 84.15 C ex I, ex II | 84.15-ex 06—ex 59, ex 92, ex 98 | | | | | | — (2) | | | (2) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| ex 84.20 | 84.20-09, 40, ex 71, 73—81, ex 83, 85, 89, ex 90 | | | | | | + (2) | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 84.41 A I, II, ex III, B | 84.41-12—15, 30 | | | | | | | + (1) | | |
| ex 84.46 | 84.46-ex 99 | | | | | | — (2) | | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Hong-kong. |
| ex 84.47 | 84.47-ex 10 | | | | | | — (2) | | | |
| 84.62 | 84.62-11—53 | | | | | | | + (1) | | (5) Sous restrictions quantitatives à l'égard des pays d'Asie. |
| 85.01 | 85.01-01—95 | | | | | | | + (1) | | |
| B ex I | ex 31, 33—36, ex 38, ex 89, ex 90 | | | | | | — | | | |
| B ex II, ex C | 59—63, 65, 66, 93, 95 | | | | | | — | | | |
| 85.03 | 85.03-11—90 | | | | | | + (5) | + (1) | | |
| 85.15 ex A | 85.15-04, 09, 11, 16, 19 | | | | | | | — (1) | | |
| A ex III | 11, 12, 16—27 | | | | — (3) (4) | | | | | |
| | 20—27 | | | | | | + | | | |
| ex C | ex 50, ex 82, 84, 86, ex 88, 91, ex 99 | | | | | | | — (1) | | |
| C ex II | 41—50 | | | | + (3) | | | | | |
| | 99 | | | | — | | | | | |
| | ex 91, ex 49, ex 50, ex 99 | | | | | | — | | | |
| 85.21 A, D, E | 85.21-01—28, 47—99 | | | | | | | + (1) | | |
| C | 45 | | | | — | | | + (1) | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 85.23 | 85.23-01—99 | | | + (3) | | | | + (1) | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| ex B | ex 12 | | | | | | — (4) | | | |
| 85.24 ex C | 85.24-93, 95 | | | | | | | — (1) | | (2) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 85.25 ex A | 85.25-21, 25 | | + (1) | | + (2) | | | | | |
| ex A, B | 27, 35 | | | | + (2) | | | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de T'ai-wan, Corée du Sud. |
| C | 50, 90 | | | | — (2) | | | | | |
| 87.01 | 87.01-12 à 97 | | | | | | | | + (5) | |
| 87.02 | 87.02-ex 12, ex 14, ex 21, ex 23, ex 25, ex 27 | | | | | | — (4) | | | (4) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| | 03—91 | | | | | | | + (1) | + (5) | |
| 87.03 | 87.03-10—80 | | | | | | | | + (5) | (5) Protocole n° 7 de l'acte d'adhésion. |
| 87.04 | 87.04-01—99 | | | | | | | + (1) | + (5) | (6) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Hong-kong. |
| 87.05 | 87.05-11—99 | | | | | | | + (1) | + (5) | |
| ex A, ex B | ex 11, 19, ex 91, ex 99 | | | | | | — (4) | | | |
| 87.06 A, B | 87.06-11—99 | | | | | | | + (1) | + (5) | |
| 87.08 | 87.08-10, 30 | | | | + | | | | | |
| 87.09 A | 87.09-10—59 | | | | | | | + (1) | | |
| 87.12 A | 87.12-11—19 | | | | | | | + (1) | | |
| 88.02 A, ex B | 88.02-01—09, 39, 49 | | | | + (2) (6) | | | | | |
| 89.01 A, B I | 89.01-10—76 | | | | + | | | | | |
| 89.02 A | 89.02-10 | | | | + | | | | | |
| 90.12 | 90.12-10—70 | | | | + | | | | | |
| 90.28 A, B | 90.28-01—99 | | | | — (2) | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 91.01 | 91.01-11—65 | | | | + | | | | | (1) Sous restrictions quantitatives à l'égard du Japon. |
| 91.02 | 91.02-11—99 | | | | + | | | | | |
| 91.03 | 91.03-10—99 | | | | + | | | | | (2) Article 115 de l'acte d'adhésion. |
| 91.07 | 91.07-11—98 | | | | + | | | | | (3) Sous restrictions quantitatives à l'égard de la zone II seulement. |
| 91.09 | 91.09-20—80 | | | | + | | | | | |
| 91.11 | 91.11-10—99 | | | | + | | | | | (4) Sous restrictions quantitatives à l'égard de Hong-kong. |
| 97.03 A, B | 97.03-05—90 | | | | — (3) (4) | | | + (1) | | |
| 98.03 ex B, ex C | 98.03-ex 31—ex 51, ex 71, ex 75 | | | | | | — (2) | | | |

## FRANCE

**Zones géographiques auxquelles s'appliquent, en général, les restrictions quantitatives**

ZONE I

024 Islande
025 Îles Féroé
028 Norvège
030 Suède
032 Finlande
036 Suisse
038 Autriche
040 Portugal
042 Espagne
043 Andorre
044 Gibraltar
045 Cité du Vatican
046 Malte
048 Yougoslavie
052 Turquie
202 Îles Canaries
204 Maroc
205 Ceuta et Melilla
208 Algérie
212 Tunisie
220 Égypte
224 Soudan
228 Mauritanie
232 Mali
236 Haute-Volta
240 Niger
244 Tchad
247 République du Cap-Vert
248 Sénégal
252 Gambie
257 Guinée-Bissau
260 Guinée
264 Sierra Leone
268 Libéria
272 Côte-d'Ivoire
276 Ghana
280 Togo
284 Bénin
288 Nigeria
302 Cameroun
306 République Centrafricaine
310 Guinée équatoriale
311 São Tomé et Prince
314 Gabon
318 Congo
322 Zaïre
324 Rwanda
328 Burundi
329 Sainte-Hélène et dépendances
330 Angola
334 Éthiopie
338 Djibouti
342 Somalie
346 Kenya
350 Ouganda
352 Tanzanie
355 Seychelles et dépendances
357 Territoire britannique de l'océan Indien
366 Mozambique
370 Madagascar
373 Maurice
375 Comores
378 Zambie
382 Zimbabwe (anciennement Rhodésie)
386 Malawi
391 Botswana
393 Swaziland
395 Lesotho
400 États-Unis d'Amérique
404 Canada
406 Groenland
413 Bermudes
421 Belize
451 Indes occidentales
453 Bahamas
454 Îles Turks et Caicos
457 Îles Vierges des États-Unis
460 Dominique
463 Îles Cayman
464 Jamaïque
465 Sainte-Lucie
467 Saint-Vincent
469 La Barbade
472 Trinité et Tobago
473 Grenade
476 Antilles néerlandaises
488 Guyana
492 Surinam
529 Îles Falkland et dépendances
600 Chypre
604 Liban
608 Syrie
624 Israël
628 Jordanie
636 Koweït
640 Bahreïn
644 Qatar
647 Émirats arabes unis
649 Oman
656 Yémen du Sud
684 Laos
696 Kampuchéa (Cambodge)
701 Malaysia
703 Brunei
706 Singapour
740 Hong-kong
743 Macao
801 Papouasie-Nouvelle-Guinée
803 Nauru
806 Îles Salomon
807 Tuvalu
808 Océanie américaine
812 Kiribati
813 Îles Pitcairn
815 Fidji
816 Vanuatu (anciennement Nouvelles-Hébrides)

ZONE I *(suite)*

817 Tonga
819 Samoa occidentales

ZONE II

216 Libye
390 République d'Afrique du Sud et Namibie
412 Mexique
416 Guatemala
424 Honduras
428 El Salvador
432 Nicaragua
436 Costa Rica
442 Panama
452 Haïti
456 République Dominicaine
480 Colombie
484 Venezuela
500 Équateur
504 Pérou
508 Brésil
512 Chili
516 Bolivie
520 Paraguay
524 Uruguay
528 Argentine
612 Irak
616 Iran
632 Arabie Saoudite
652 Yémen du Nord
660 Afghanistan
662 Pakistan
664 Inde
666 Bangladesh
667 Maldives
669 Sri Lanka
672 Népal
675 Bhoutan
676 Birmanie
680 Thaïlande
700 Indonésie
708 Philippines
728 Corée du Sud
732 Japon
736 T'ai-Wan
800 Australie
802 Océanie australienne
804 Nouvelle-Zélande
814 Océanie Néo-Zélandaise

## ITALIE

**Zones géographiques auxquelles s'appliquent, sauf exceptions, les restrictions quantitatives**

ZONE A2

a) *Pays et territoires d'outre-mer associés à la CEE (PTOM):*

476 Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache et la partie méridionale de Saint-Martin)
377 Mayotte
809 Nouvelle-Calédonie et dépendances
822 Polynésie française
890 Terres australes et antarctiques françaises
811 Îles Wallis-et-Futuna
421 Belize
703 Brunei
463 Îles Cayman
529 Îles Falkland et dépendances
451 Montserrat
813 Îles Pitcairn
329 Sainte-Hélène et dépendances
451 États associés des Indes occidentales (Anguilla, Antigua, Nevis, Saint-Christophe)
890 Territoire britannique de l'Antarctique
357 Territoire britannique de l'océan Indien
454 Îles Turks et Caicos
451 Îles Vierges britanniques

b) *États ACP*

236 Haute-Volta
453 Bahamas
469 La Barbade
284 Bénin
391 Botswana
328 Burundi
302 Cameroun
247 Cap-vert
306 République Centrafricaine
244 Tchad
375 Comores
318 Congo (république populaire)
272 Côte d'Ivoire
460 Dominique
334 Éthiopie
815 Fidji
314 Gabon
252 Gambie
276 Ghana
464 Jamaïque
338 Djibouti
473 Grenade (y compris les Grenadines du Sud)
260 Guinée
257 Guinée-Bissau
310 Guinée Équatoriale
488 Guyana
346 Kenya
812 Kiribati (ex Gilbert)
395 Lesotho
268 Libéria
370 Madagascar
386 Malawi
232 Mali
228 Mauritanie
373 Maurice
240 Niger
288 Nigeria
801 Papouasie-Nouvelle-Guinée
324 Rwanda

ZONE A2 *(suite)*

806 Salomon (îles)
465 Sainte-Lucie
467 Saint-Vincent (y compris les Grenadines septentrionales)
819 Samoa occidentales
311 São Tomé et Prince
355 Seychelles
248 Sénégal
264 Sierra Leone
342 Somalie
224 Soudan
492 Surinam
393 Swaziland
352 Tanzanie
280 Togo
817 Tonga
472 Trinité et Tobago
807 Tuvalu (ex Ellice)
350 Ouganda
816 Vanuatu (ex Nouvelles-Hébrides)
322 Zaïre
378 Zambie
382 Zimbabwe (ex Rhodésie)
038 Autriche
032 Finlande
024 Islande
028 Norvège
040 Portugal
030 Suède
036 Suisse
208 Algérie
600 Chypre
220 Égypte
628 Jordanie
025 Îles Féroé
624 Israël
048 Yougoslavie
604 Liban
046 Malte
204 Maroc
608 Syrie
042 Espagne
212 Tunisie
052 Turquie

ZONE A3

660 Afghanistan
647 Émirats arabes unis (Abu Zhabi, Dibay, Chardja, Adjman, Umm al-Qi'iwayn, Ras al-Khayma et Fudjayra)
043 Andorre
330 Angola et Cabinda
632 Arabie saoudite
528 Argentine
800 Australie (et territoires administratifs)
040 Açores
640 Bahreïn
666 Bangladesh
413 Bermudes
675 Bhoutan
676 Birmanie
516 Bolivie
508 Brésil
036 Busingen (territoire, Allemagne RF)
696 Cambodge (Ora Kmer)
404 Canada
202 Canaries
205 Ceuta
512 Chili
480 Colombie
728 Corée du Sud
436 Costa Rica
448 Cuba
456 République Dominicaine
500 Équateur
428 El Salvador
708 Philippines
044 Gibraltar
406 Groenland
416 Guatemala
452 Haïti
424 Honduras
740 Hong-kong
664 Inde
700 Indonésie
612 Irak
616 Iran
696 Kampuchéa (Cambodge)
636 Koweït
684 Laos
216 Libye
743 Macao
701 Malaysia
667 Maldives
205 Ceuta et Melilla
412 Mexique
366 Mozambique
803 Nauru
672 Népal
432 Nicaragua
804 Nouvelle-Zélande (et territoires administratifs)
649 Oman
662 Pakistan
442 Panama
520 Paraguay
504 Pérou
644 Qatar
706 Singapour
669 Sri Lanka
400 États-Unis d'Amérique (et territoires administratifs)
390 Afrique du Sud
736 Tai-wan
680 Thaïlande
524 Uruguay
484 Venezuela
652 Yémen (du Nord)
656 Yémen du Sud (république populaire)

ZONE C

732 Japon

## ROYAUME-UNI

**Zones géographiques auxquelles s'appliquent, sauf exceptions, les restrictions quantitatives**

I. ZONE DOLLAR

516 Bolivie
404 Canada
480 Colombie
436 Costa Rica
448 Cuba
456 République Dominicaine
500 Équateur
428 El Salvador
416 Guatemala
452 Haïti
424 Honduras
268 Libéria
412 Mexique
432 Nicaragua
442 Panama
708 Philippines
400 États-Unis d'Amérique
484 Venezuela

II. ZONE «RESIDUAL TEXTILE» = tous pays et territoires autres que:

208 Algérie
528 Argentine
666 Bangladesh
516 Bolivie
508 Brésil
480 Colombie
428 El Salvador
416 Guatemala
452 Haïti
740 Hong-kong
664 Inde
700 Indonésie
616 Iran
628 Jordanie
728 République de Corée
743 Macao
701 Malaysia
412 Mexique
432 Nicaragua
662 Pakistan
520 Paraguay
504 Pérou
708 Philippines
706 Singapour
669 Sri Lanka
608 Syrie
736 T'ai-Wan
680 Thaïlande
524 Uruguay
382 Zimbabwe

et ceux comprenant la zone ACP, la zone CEFTA, la zone de l'Extrême-Orient et de l'ouest, la zone méditerranéenne, la zone OCT.

1. ZONE ACP

453 Bahamas
469 La Barbade
284 Bénin
391 Botswana
328 Burundi
302 Cameroun
247 Cap-Vert
306 République Centrafricaine
244 Tchad
375 Comores
318 Congo
338 Djibouti
460 Dominique
310 Guinée Équatoriale
334 Éthiopie
815 Fidji
314 Gabon
252 Gambie
276 Ghana
473 Grenade
260 Guinée
257 Guinée-Bissau
488 Guyane
272 Côte-d'Ivoire
346 Kenya
812 Kiribati
395 Lesotho
268 Libéria
370 Madagascar
386 Malawi
232 Mali
228 Mauritanie
373 Maurice
240 Niger
288 Nigeria
801 Papouasie-Nouvelle-Guinée
324 Rwanda
465 Sainte-Lucie
467 Saint-Vincent
311 São Tomé et Prince
248 Sénégal
355 Seychelles
264 Sierra Leone
806 Îles Salomon
342 Somalie
224 Soudan
492 Surinam
393 Swaziland
352 Tanzanie
280 Togo
817 Tonga
472 Trinité et Tobago
807 Tuvalu
350 Ouganda
236 Haute-Volta
819 Samoa occidentales
322 Zaïre
378 Zambie

2. ZONE CEFTA

038 Autriche
002 Belgique
008 Danemark
032 Finlande
001 France
004 République fédérale d'Allemagne (Berlin-Ouest)
009 Grèce
024 Islande
007 Irlande
005 Italie
002 Luxembourg
003 Pays-Bas
028 Norvège
040 Portugal
030 Suède
036 Suisse
006 Royaume-Uni

3. ZONE DE L'EXTRÊME-ORIENT ET DE L'OUEST

800 Australie
404 Canada
732 Japon
804 Nouvelle-Zélande
400 États-Unis d'Amérique

4. ZONE MÉDITERRANÉENNE

600 Chypre
220 Égypte
624 Israël
604 Liban
046 Malte
204 Maroc
042 Espagne
212 Tunisie
052 Turquie
048 Yougoslavie

5. ZONE OCT

421 Belize
890 Territoires britanniques de l'Antarctique
357 Territoire britannique de l'océan Indien (Chagos Archipels)
451 Indes occidentales (Antigua, Saint-Christophe (St. Kitts)-Nevis-Anguilla; îles Vierges britanniques; Montserrat)
703 Brunei
463 Cayman (îles)
529 Îles Falkland et dépendances
822 Polynésie française
890 Régions polaires
377 Mayotte
476 Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin (sud))
809 Nouvelle-Calédonie et dépendances
813 Pitcairn
329 Sainte-Hélène et dépendances
408 Saint-Pierre-et-Miquelon
454 Îles Turks et Caicos
816 Vanuatu (Nouvelles-Hébrides)
811 Wallis et Futuna (îles)

*ANNEXE II*

## LISTE DES PRODUITS SOUMIS À SURVEILLANCE

**Signification des signes:**

\+ = totalement sous surveillance

— = partiellement sous surveillance

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01.01 A II | 01.01-15 | | | | | + | | | | | (1) Règlement (CEE) n° 3353/75 de la Commission, du 23 décembre 1975, portant instauration d'une surveillance communautaire des importations de certaines plantes vivantes et de certains produits de la floriculture, originaires de divers pays (JO n° L 330 du 24. 12. 1975, p. 29), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 851/80 (JO n° L 92 du 9. 4. 1980, p. 10). Origine: divers pays. Les mesures de surveillance expirent le 31 décembre 1982. |
| 02.01 A I, B II d) | 02.01-01—99 | | | | | + | | | | | |
| 03.03 B IV a) 1 ex aa), ex bb) | 03.03-68 | | | | | | | — | | | |
| 06.02 ex D | 06.02-78—83 | | | | | — | | | | | |
| 06.03 A I | 06.03-01, 05 | + (1) | | | | | | | | | |
| A II | 06.03-51, 55, 57 | + (1) | | | | | | | | | |
| 06.04 B I | 06.04-41, 49 | + (1) | | | | | | | | | |
| 07.01 A I, ex H, Q | 07.01-11, 62—63, 84—89 | | | | | — | | | | | |
| 07.02 ex B | 07.02-20—80 | | | | | — | | | | | |
| 07.03 A | 07.03-11, 13 | | | | | + | | | | | |
| E | 61, 69 | | | | | + | | | | | |
| F | 91 | | | | | + | | | | | |
| 07.04 A, ex B | 07.04-10, 60—80 | | | | | + | | | — | | |
| 07.05 A I | 07.05-11—25 | | | | | + | | | | | |
| A II | 30 | | | | | + | | | | | |
| 08.10 ex A | 08.10-11 | | | | | + | | | | | |
| B, C, D | 30—90 | | | | | + | | | | | |
| 08.11 A, B, D | 08.11-10, 30, 60 | | | | | + | | | | | |
| ex E | 91—99 | | | | | — | | | | | |
| 08.12 F I, F II, G | 08.12-61, 65, 80 | | | | | + | | | | | |
| 10.05 A | 10.05-11—19 | | | | | + | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.06 | 10.06-01 | | | | | + | | | | | |
| 11.05 | 11.05-00 | | | | | + | | | | | |
| 12.01 A | 12.01-12—19 | | | | | + | | | | | |
| 12.03 | 12.03-11—89 | | | | | + | | | | | |
| 13.03 B | 13.03-31, 39 | | | | | + | | | | | |
| ex 16.01 | 16.01-10—98 | | | | | — | | | | | |
| 16.02 A I | 16.02-11 | | | | | + | | | | | |
| A ex II | 13 | | | | | — | | | | | |
| B II | 25 | | | | | + | | | | | |
| B III ex b) | 52—99 | | | | | — | | | | | |
| 16.05 ex B | 16.05-30, 50 | | | | | — | | | | | |
| 19.03 | 19.03-10—90 | | | | | + | | | | | |
| 20.01 | 20.01-10—80 | | | | | + | | | | | |
| 20.02 A, B | 20.02-10, 20 | | | | | + | | | | | |
| ex C | 31—37 | | | | | — | | | | | |
| D, E, F | 40, 50, 60 | | | | | + | | | | | |
| H | 98 | | | | | + | | | | | |
| ex 20.03 | 20.03-00 | | | | | — | | | | | |
| 20.04 | 20.04-10—90 | | | | | + | | | | | |
| 20.05 A | 20.05-21, 29 | | | | | + | | | | | |
| B | 32—39 | | | | | + | | | | | |
| ex C | 43—49 | | | | | — | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20.06 B II ex a) | 20.06-34, 36—39, 47, 50—55 | | | | | — | | | | | |
| ex b) | 57—76, 77, 81—84 | | | | | — | | | | | |
| ex c) | 87, 88, 93, 94, 96, 99 | | | | | — | | | | | |
| 20.07 A I ex a), b) 1, A II | 20.07-01, 02, 04—06 | | | | | + | | | | | |
| A ex III | 08—14, 17, 18 | | | | | — | | | | | |
| B ex I | 19—35, 40 | | | | | — | | | | | |
| ex II | 44, 51, 53, 66—70, 72, 73, 84—86, 94—96 | | | | | + | | | | | |
| 21.02 A | 21.02-11—19 | | | | | + | | | | | |
| 21.07 A, B, C, D, E, F | 21.07-01—26 | | | | | + | | | | | |
| G I a) 2 | 28—30 | | | | | + | | | | | |
| G I b), G II—IV | 32—99 | | | | | + | | | | | |
| 25.31 A | 25.31-11, 15 | | | | | | | | + | | |
| 26.01 C, D | 26.01-31—49 | | | | | + | | | | | |
| 27.10 | 27.10-11—79 | | + * | | | | | | | | |
| 28.04 C ex V | 28.04-93, 97 | | | | | + | | | | | |
| 29.01 ex D II | 29.01-71 | | | | | + | | | | | |
| 30.02 A | 30.02-11—19 | | | | | + | | | | | |
| C | 90 | | | | | + | | | | | |
| 30.03 | 30.03-11—49 | | | | | + | | | | | |
| ex 30.05 | 30.05-10, 20, 30, 90 | | | | | + | | | | | |
| 31.02 A | 31.02-10 | | | | | + | | | + | | |
| B, C | 15—90 | | | | | + | | | + | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.03 A I | 31.03-15 | + (1) | | | | | | | | | (1) Règlement (CEE) n° 440/77 (JO n° L 58 du 3. 3. 1977, p. 11) prorogé par règlement (CEE) n° 3697/81 (JO n° L 369 du 24. 12. 1981, p. 30). |
| 31.05 A II a) | 31.05-12 | + (1) | | | | | | | | | |
| 40.11 ex B II | 40.11-21, 52 | | | | | | | | — | | |
| 50.01 | 50.01-00 | | | | | | | + | | | Origine: pays du GATT et assimilés. Valable jusqu'au 31 décembre 1982. |
| 50.02 | 50.02-00 | | | | | | | + | | | |
| 50.03 | 50.03-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 50.04 | 50.04-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 50.05 | 50.05-10—99 | | | | | | | + | | | |
| 50.07 | 50.07-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 51.01 | 51.01-05—80 | | | | | | | + | | | |
| ex A | 29—36 | | | | | + | | | | | |
| 51.02 A, B I | 51.02-12—41 | | | | | | | + | | | |
| B II | 49 | | | | | | | + | + | | |
| 51.03 | 51.03-10, 20 | | | | | | | + | | | |
| 51.04 | 51.04-03—98 | | | | | | | | + | | |
| A ex III, IV | 10—48 | | * | | | | | | | | |
| 52.01 | 52.01-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 53.01 | 53.01-10—40 | | | | | | | + | | | |
| 53.02 | 53.02-10—97 | | | | | | | + | | | |
| 53.03 | 53.03-01—95 | | | | | | | + | | | |
| 53.04 | 53.04-00 | | | | | | | + | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 53.05 | 53.05-10—50 | | * | | | | | + | | | |
| 53.06 | 53.06-21—75 | | | | | | | + | | | |
| 53.07 | 53.07-02—89 | | * | | | | | + | | | |
| ex 53.08 | 53.08-21, 25 | | * | | | | | + | | | |
| 53.09 | 53.09-00 | | | | | | | + | | | |
| 53.10 | 53.10-11—20 | | | | | | | + | | | |
| 53.11 | 53.11-01—97 | | * | | | | | | | | |
| 53.12 | 53.12-00 | | | | | | | + | | | |
| 54.01 | 54.01-10—70 | | | | | | | + | | | |
| 54.02 | 54.02-00 | | | | | | | + | | | |
| 54.03 | 54.03.10—69 | | | | | | | + | | | |
| 54.04 | 54.04-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 54.05 | 54.05-21—61 | | | | | | | + | | | |
| | 68 | | | | | | | + | + | | |
| 55.01 | 55.01-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 55.02 | 55.02-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 55.03 | 55.03-10—90 | | | | | | | + | | | |
| 55.04 | 55.04-00 | | | | | | | + | | | |
| 55.05 | 55.05-13—98 | | * | | | + | | + | | | |
| 55.06 | 55.06-10, 90 | | * | | | | | + | | | |
| 55.08 | 55.08-10—80 | | * | | | + | | + | | + | |
| 55.09 | 55.09-01—99 | | * | | | | | + | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 56.01 | 56.01-11—28 | | | | | | | + | | | |
| 56.02 | 56.02-11—28 | | | | | | | + | | | |
| 56.03 | 56.03-11—28 | | | | | | | + | | | |
| 56.04 | 56.04-11—28 | | | | | | | + | | | |
| 56.05 | 56.05-03—99 | | * | | | | | + | + | | |
| 56.06 | 56.06-11—20 | | | | | | | + | | | |
| 56.07 | 56.07-01—87 | | * | | | | | | | | |
| 57.01 | 57.01-20, 50 | | | | | | | + | | | |
| 57.02 | 57.02-00 | | | | | | | + | | | |
| 57.03 | 57.03-10—50 | | | | | | | + | | | |
| 57.04 | 57.04-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 57.06 | 57.06-11—30 | | * | | | + | | + | | | |
| 57.07 | 57.07-01, 07—90 | | | | | | | + | | | |
| A I b) | 03 | | | | | | | + | + | | |
| 57.10 | 57.01-21—70 | | * | | | | | + | | | |
| 57.11 | 57.11-10—90 | | | | | | | + | | | |
| 58.04 | 58.04-05—78 | | * | | | + | | | | | |
| | 80 | | | | | + | | | + | | |
| 58.07 | 58.07-31—80 | | | | | | | + | | | |
| 58.08 | 58.08-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 58.09 | 58.09-11—99 | | | | | | | + | | | |
| 58.10 | 58.10-21—59 | | | | | | | + | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 59.01 | 59.01-07—29 | | | | | | | + | | | (1) Règlement (CEE) n° 997/80 (JO n° L 107 du 25. 4. 1980, p. 10. Origine: Indonésie, Malaysia, Philippines, Thaïlande, Singapour. Prorogé en dernier lieu par règlement (CEE) n° 3787/81 (JO n° L 377 du 31. 12. 1981, p. 51). Valable jusqu'au 31 décembre 1982. |
| 59.02 | 59.02-01—97 | | | | | | | + | | | |
| 59.03 | 59.03-11—30 | | | | | | | + | | | |
| 59.04 | 59.04-11—18, 31 | | | | | | | | | + | |
| | 11—80 | | * | | | | | + | | | |
| 59.05 | 59.05-11—99 | | * | | | | | + | | | |
| 59.06 | 59.06-00 | | | | | | | + | | | |
| 59.07 | 59.07-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 59.08 | 59.08-10—79 | | | | | | | + | | | |
| 59.10 | 59.10-10—39 | | | | | | | + | | | |
| 59.11 | 59.11-11—20 | | | | | | | + | | | |
| 59.12 | 59.12-00 | | | | | | | + | | | |
| 59.13 | 59.13-01—39 | | | | | | | + | | | |
| 59.14 | 59.14-00 | | | | | | | + | | | |
| 59.15 | 59.15-10, 90 | | | | | | | + | | | |
| 59.16 | 59.16-00 | | | | | | | + | | | |
| 59.17 | 59.17-10—99 | | | | | | | + | | | |
| 60.02 | 60.02-40—80 | | * | | | + | | | + | + | |
| 60.03 A, B I, B II b), C, D | 60.03-11—20, 27—90 | + (1) | * | | | | | | | + | |
| B II b) | 27 | | * | | | + | | | | + | |
| 60.04 | 60.04-02—90 | | * | | | + | — | | + | + | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60.05 | 60.05-01—15, 21, 26—99 | | * | | | | — | | + | + | (1) Règlement (CEE) n° 997/80 (JO n° L 107 du 25. 4. 1980, p. 10. Origine: Indonésie, Malaysia, Philippines, Thaïlande, Singapour. Prorogé en dernier lieu par règlement (CEE) n° 3787/81 (JO n° L 377 du 31. 12. 1981, p. 51). Valable jusqu'au 31 décembre 1982. |
| A II b) 3 | 16—19 | + (2) | * | | | | | | | + | |
| A II b) 4 aa) | 22—25 | + (1) | * | | | | + | | | + | |
| | 45—48 | | * | | | | — | | | + | |
| 60.06 | 60.06-11—98 | | | | | | | + | | | |
| B | 91—98 | | * | | | | | | | | |
| 61.01 | 61.01-01—26, 34—58, 68, 78—98 | | * | | | | — | | + | + | |
| B IV | 29—32 | + (1) (2) | * | | | | | | | + | |
| B V d), e) | 62—66, 72—76 | + (1) | * | | | | + | | | + | |
| 61.02 | 61.02-01—24, 31—64, 74, 76, 85—94 | | * | | | | — | | + | + | (2) Règlement (CEE) n° 2819/79 (JO n° L 320 du 15. 12. 1979, p. 9). Origine: Égypte, Espagne, Malte, Portugal, Turquie. Prorogé en dernier lieu par règlement (CEE) n° 3785/81 (JO n° L 377 du 31. 12. 1981, p. 41). Valable jusqu'au 31 décembre 1982. |
| B II d | 25—28 | + (1) (2) | * | | | | | | | + | |
| B II e) 6—7 | 66—72, 78—84 | + (1) | * | | | | + | | | + | |
| 61.03 A | 61.03-11—19 | + (1) | * | | | | + | | | + | |
| B—C | 51—89 | | * | | | | | | + | + | |
| 61.04 | 61.04-01—98 | | | | | | | | + | + | |
| 61.05 A, B I, B III | 61.05-20, 30, 99 | | * | | | | | | | | |
| 61.09 | 61.09-20—80 | | * | | | | | | | + | |
| 61.10 | 61.10-00 | | | | | | | | | + | |
| 62.02 | 62.02-01—89 | | * | | | | | | | + | |
| 62.03 | 62.03-11—98 | | | | | | | + | | | |
| B II ex b) | 96 | | * | | | | | | | | |
| ex 62.04 | 62.04-21, 25—69, 75, 79 | | * | | | | | + | | | |
| A II, B II | 23, 73 | + (1) | * | | | | | | | + | |
| 62.05 | 62.05-01—30, 95, 99 | | * | | | | | + | | | |
| ex 62.05 | 93 | | * | | | | | + | | — | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64.01 | 64.01-11—99 | + (1) | | | | | | | | + | (1) Décision 78/560/CEE (JO n° L 188 du 11. 7. 1978, p. 28), prorogée en dernier lieu par règlement (CEE) n° 3698/81 (JO n° L 369 du 24. 12. 1981, p. 31). Origine: tous pays tiers. |
| 64.02 | 64.02-21—99 | + (1) | | | | | | | | + | |
| 64.03 | 64.03-00 | + (1) | | | | | | | | + | |
| 64.04 | 64.04-10, 90 | + (1) | | | | | | | | + | |
| 64.05 | 64.05-10, 98 | + (1) | | | | | | | | | |
| ex 65.05 | 65.05-30, 90 | | | | | | | | — | | |
| 66.01 | 66.01-20, 50, 80 | | | + | | + | | | + | | |
| 66.03 | 66.03-10, 90 | | | | | + | | | + | | |
| ex 68.03 | 68.03-11—90 | | | | | + | | | | | |
| 69.12 A, B | 69.12-10, 20 | | | | | + | | | | | |
| 69.13 B | 69.13-20 | | | | | + | | | + | | |
| 71.02 A, B | 71.02-01—98 | | + * | | | | | | | | |
| 71.03 A, B | 71.03-10—99 | | + * | | | | | | | | |
| 71.04 | 71.04-00 | | + * | | | | | | | | |
| 71.07 B, C | 71.07-20, 30 | | + * | | | | | | | | |
| 73.01 B, C, D | 73.01-21—49 | | | | | | | | + | | |
| 73.02 A II, B, C, D, E II, F | 73.01-19—40, 55—70, 83, 98 | | | | | + | | | | | |
| E I | 52—54 | | | + | | + | | | | | |
| 73.10 C | 73.10-30 | | | | | + | | | | | |
| 73.11 A III, IV b) | 73.11-31, 39, 49 | | | | | + | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.12 B II, C IV | 73.12-25, 29, 61—65 | | | | | + | | | | | |
| 73.13 B ex II a) | 73.13-41 | | | | | | | | + | | |
| 73.14 | 73.14-01—99 | | | | | + | | | | | |
| 73.15 A V c), d 1 bb), d) 2 | 73.63-50, 74, 79 | | | | | + | | | | | |
| A VI b), c) 2, d) | 73.64-50, 79, 90 | | | | | + | | | | | |
| A VII d) 2 | 73.65-83 | | | | | + | | | | | |
| A VIII | 73.66-40—89 | | | | | + | | | | | |
| B V a), c), d) 1 bb), d) 2 | 73.73-13—19, 43—59, 74, 83, 89 | | | | | + | | | | | |
| B VIII | 73.76-13—19 | | | | | + | | | | | |
| 73.18 | 73.18-01—99 | | | | | + | | | | | |
| ex 73.20 | 73.20-31—99 | | | | | + | | | | | |
| | 30 | | | | | | | | — | | |
| 73.24 | 73.24-10—25 | | | | | | | | + | | |
| 73.25 | 73.25-01—98 | | | | | + | | | | | |
| 73.31 ex B | 73.31-96—98 | | | | | + | | | | | |
| ex 73.36 | 73.36-19 | | | | | + | | | | | |
| 73.38 B | 73.38-05—98 | | | | | + | | | | | |
| 74.01 | 74.01-01—98 | | | | | + | | | | | |
| 75.01 | 75.01-10—38 | | | | | + | | | | | |
| 75.03 B | 75.03-20 | | | | | + | | | | | |
| 81.04 G 1 | 81.04-40, 42 | | | | | + | | | | | |
| M | 69 | | | | | + | | | | | |
| N | 72—76 | | | | | + | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 84.06 ex C | 84.06-16—19, 32 | | | | | | | | — | | (1) Règlement (CEE) n° 536/81 de la Commission, du 27 février 1981, instaurant une surveillance communautaire des importations de certaines machines-outils originaires du Japon (JO n° L 54 du 28. 2. 1981, p. 62), modifié par le règlement (CEE) n° 3595/81 (JO n° L 361 du 16. 12. 1981, p. 9). Échéance au 31 décembre 1982. |
| 84.11 ex A II b) | 84.11-35, 36 | | | | | | | | — | | |
| 84.15 C ex II | 84.15-14—19 | | | | | — | | | | | |
| 84.41 A | 84.41-12—17 | | | | | | | | + | | |
| 84.45 C I a), C II a), ex C V a) C VII a) | 84.45-12—16, 36, 37<br>51, 64, 94 | — (1) | | | | | | | | | |
| ex 84.55 A, B, C | 84.55-10—99 | | | | | | | | — | | |
| ex 84.62 | 84.62-11—26 | | | | | + | | | | | |
| 85.01 B ex II | 85.01-84, 88 | | | | | — | | | | | (2) Règlement (CEE) n° 537/81 de la Commission, du 27 février 1981, instaurant une surveillance communautaire des importations d'appareils récepteurs de télévision en couleurs et de tubes cathodiques pour récepteurs de télévision en couleurs originaires du Japon (JO n° L 54 du 28. 2. 1981, p. 63), modifié par le règlement (CEE) n° 3595/81 (JO n° L 361 du 16. 12. 1981, p. 9). Échéance au 31 décembre 1982. |
| 85.03 | 85.03-11—90 | | | | | + | | | | | |
| 85.10 | 85.10-10—95 | | | | | + | | | | | |
| ex 85.13 A, B | 85.13-11—85 | | | | | | | | — | | |
| 85.15 A III b) ex 2 | 85.15-16—19 | — (2) | | | | | | | | | |
| ex 85.15 A III b) 2 | 20—23 | | | | | | — | | | | |
| 85.19 ex A | 85.19-01—75 | | | | | — | | | | | |
| 85.20 | 85.20-01—79 | | | | | | | | + | | |
| 85.21 ex A, B, C, D | 85.21-01—07, 14—68 | | | | | | | | — | | |
| A ex III | 10—12 | + (2) | | | | | | | | | |
| 85.23 ex B | 85.23-05—99 | | | | | + | | | | | |
| 82.24 A, ex B | 85.24-10, 93 | | | | | + | | | | | |
| 85.25 A | 85.25-21—27 | | | | | | | | + | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 87.02 ex A I b) | 87.02-21—25 | — (1) | | | | | | | | | (1) Règlement (CEE) n° 535/81 de la Commission, du 27 février 1981, instaurant une surveillance communautaire des importations de voitures automobiles originaires du Japon (JO n° L 54 du 28. 2. 1981, p. 61), modifié par le règlement (CEE) n° 3595/81 (JO n° L 361 du 16. 12. 1981, p. 9). Échéance au 31 décembre 1982. |
| B II a) ex 1 | 72—82 | | | | | — | | | | | |
| ex 87.04 | 87.04-01—99 | | | | | — | | | | | |
| ex 87.06 | 87.06-11—99 | | | | | — | | | | | |
| 87.09 | 87.09-10 | | | | | + | | | + | | |
| | 51—90 | | | | | | | | + | | |
| 88.02 B | 88.02-15—49 | | | | | + | | | | | |
| 90.02 | 90.02-11—90 | | | | | + | | | | | |
| ex 90.05 | 90.05-20, 30 | | | | | + | | | | | |
| ex 90.08 | 90.08-11—37 | | | | | + | | | | | |
| 90.09 | 90.09-15 | | | | | + | | | | | |
| ex 90.10 C | 90.10-42—90 | | | | | — | | | | | |
| ex 90.17 | 90.17-01—99 | | | | | — | | | | | |
| ex 90.26 | 90.26-10 | | | | | | | | — | | |
| 90.27 | 90.27-10—50 | | | | | | | | + | | |
| 90.29 B | 90.29-15—80 | | | | | + | | | | | |
| 91.04 | 91.04-20—79 | | | | | | | | + | | |
| ex 92.11 A III, B | 92.11-50, 80 | | + | | | | | | | | |
| 93.02 | 93.02-10, 90 | | * | | | | | | | | |
| 93.03 | 93.03-00 | | * | | | | | | | | |

| Numéro du tarif douanier commun | Nimexe 1982 | EUR | BNL | D | DK | F | GB | GR | I | IRL | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.04 | 93.04-20—90 | | * | | | | | | | | |
| 93.05 | 93.05-00 | | * | | | | | | | | |
| 93.06 | 93.06-10—49 | | * | | | | | | | | |
| 93.07 | 93.07-10—99 | | * | | | | | | | | |
| 98.02 | 98.02-11—99 | | | | | + | | | + | | |